

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

CNEEL - Centre National d'Enseignement E-Learning

Article 1 - Objet

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV ») ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles la société LA TOUR DE PISE, exploitant le CNEEL - Centre National d'Enseignement E-Learning, propose des prestations d'enseignement à distance à destination d'élèves du secondaire.

Toute inscription à un parcours pédagogique proposé par le CNEEL implique l'acceptation pleine et entière des présentes CGV.

Article 2 - Présentation de l'établissement

Les services sont proposés par :

LA TOUR DE PISE

Nom commercial : **CNEEL - Centre National d'Enseignement E-Learning**

Société par actions simplifiée (SAS)

Capital social : 50 000 €

Siège social : 150 Avenue Georges-Pompidou - 13100 Aix-en-Provence

RCS Aix-en-Provence : 811 353 333

Numéro de TVA intracommunautaire : FR17811353333

L'établissement exerce une activité d'enseignement à distance.

Extrait KBIS - LA TOUR DE PISE-3

Article 3 - Description des services pédagogiques

Le CNEEL propose des parcours d'enseignement à distance destinés aux élèves du collège et du lycée.

Les services pédagogiques peuvent comprendre notamment :

- des modules pédagogiques vidéo,
- des parcours interactifs numériques,
- des activités pédagogiques scénarisées,
- des travaux réalisés en autonomie,

- des classes virtuelles ponctuelles,
- un accompagnement pédagogique et un suivi scolaire.

Les modalités pédagogiques peuvent évoluer afin d'améliorer les méthodes d'apprentissage et les outils utilisés.

L'élève accède aux ressources pédagogiques via les plateformes numériques mises à disposition par l'établissement.

Article 4 - Conditions d'inscription

L'inscription d'un élève s'effectue en ligne via le site internet de l'établissement.

L'inscription devient effective :

- après validation de la commande,
- après acceptation des présentes CGV,
- après réception du paiement ou de l'acompte.

L'établissement se réserve le droit de refuser une inscription en cas de dossier incomplet ou de capacité d'accueil atteinte.

Article 5 - Tarifs

Les tarifs annuels de scolarité sont les suivants :

- 6^e : **2 100 €**
- 5^e / 4^e / 3^e : **2 200 €**
- 2^{nde} : **2 400 €**
- 1^{re} générale / STMG : **2 800 €**
- Terminale générale / STMG : **2 900 €**

Les frais d'inscription sont fixés à **650 €** pour une nouvelle inscription.

Un tarif préférentiel peut être appliqué aux familles déjà inscrites.

Les prix sont exprimés en euros.

TVA non applicable - article 293 B du Code général des impôts.

Article 6 - Modalités de paiement

Le règlement des frais de scolarité peut être effectué :

- en paiement comptant,
- en paiement échelonné selon un échéancier proposé par l'établissement,
- en paiement fractionné via une solution de paiement partenaire, notamment la solution **Alma**, permettant un paiement en plusieurs échéances (3, 4 ou 10 fois selon les modalités proposées).

En cas de paiement échelonné, le client s'engage à respecter l'intégralité de l'échéancier convenu.

Article 7 - Défaut de paiement

En cas de défaut de paiement ou de rejet d'une échéance :

- l'établissement pourra suspendre temporairement l'accès aux ressources pédagogiques,
- des frais bancaires liés aux incidents de paiement pourront être facturés,
- l'intégralité des sommes restantes dues pourra devenir immédiatement exigible.

L'établissement se réserve également la possibilité d'engager toute procédure de recouvrement nécessaire.

Article 8 - Activation des services

Les accès aux plateformes pédagogiques sont généralement activés dans un délai maximum de **sept (7) jours ouvrés** après validation de l'inscription et réception du paiement.

L'établissement ne saurait être tenu responsable des retards liés à des informations incomplètes fournies lors de l'inscription.

Article 9 - Droit de rétractation

Conformément aux dispositions du Code de la consommation, le client dispose d'un **délai de quatorze (14) jours** à compter de la date de conclusion du contrat pour exercer son droit de rétractation.

L'exercice du droit de rétractation entraîne le remboursement intégral des sommes versées, y compris les frais d'inscription.

Le remboursement est effectué dans un délai maximum de **30 jours** à compter de la réception de la demande de rétractation.

Article 10 - Résiliation du contrat

Conformément aux dispositions de l'article L444-8 du Code de l'éducation, le contrat peut être résilié par le représentant légal de l'élève en cas de force majeure empêchant la poursuite de l'enseignement.

Pendant les trois premiers mois suivant l'entrée en vigueur du contrat, la résiliation peut intervenir moyennant une indemnité dont le montant ne peut excéder **30 % du prix du contrat**.

Les dispositions prévues par le Code de l'éducation s'appliquent pleinement aux contrats d'enseignement à distance.

Article 11 - Responsabilité

L'établissement s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des services pédagogiques.

La responsabilité de l'établissement ne saurait être engagée en cas :

- de défaillance du matériel informatique de l'élève,
- de problème de connexion internet,
- de mauvaise utilisation des outils numériques par l'élève.

Article 12 - Données personnelles

Les données personnelles collectées lors de l'inscription sont utilisées exclusivement à des fins pédagogiques et administratives.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), chaque utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de ses données.

Toute demande peut être adressée à l'établissement.

Article 13 - Réclamations

Toute réclamation relative aux services proposés par le CNEEL doit être adressée par courrier électronique à l'adresse suivante :

service-juridique@cneel.fr

L'établissement s'engage à examiner la demande et à apporter une réponse dans un délai raisonnable.

Article 14 - Médiation de la consommation

Conformément aux dispositions du Code de la consommation, le client peut recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en cas de litige non résolu avec l'établissement.

En cas de litige relatif à un paiement effectué via la solution Alma, le client peut également saisir le médiateur de la consommation de l'AFEPAME.

Article 15 - Droit applicable

Les présentes Conditions Générales de Vente sont soumises au droit français.

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable avant toute action judiciaire.